

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 16 AOUT 2023**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE SEIZE AOUT,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°25 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 27 RUE EDOUARD RENAULT AU BLANC-MESNIL CADASTRE SECTION BI N°3**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPTFIF,  
**Vu** la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la délibération n°2020-10-03 du 1<sup>er</sup> octobre 2020 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil acceptant cette délégation,  
**Vu** la délibération n°07 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envoi du 1<sup>er</sup> mars 2021 relative à la prise en considération du projet d'aménagement du secteur de la Morée et l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Marc CHIBOUST, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 7 août 2023 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007-23C0283, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de Madame Sylviane Anne Marie MICHELIN-BOLZONI et Monsieur Jacques Germain Hubert MICHELIN de céder leur bien situé au Blanc-Mesnil, 27 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section BI n°3, sans occupant, moyennant le prix de sept cent quinze mille euros (715 000 €), dont trente-cinq mille euros toutes taxes comprises (35 000 € TTC) de commission à la charge des vendeurs,

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre d'étude du secteur de la Morée - centre d'affaires Paris-Nord approuvé par délibération du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envoi du 1<sup>er</sup> mars 2021,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

**Article 1** **De déléguer** à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 27 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section BI n°3, tel que décrit dans la DIA susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,  
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envoi et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3** **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

**Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Pour extrait conforme**



Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20230816-28-16-08-2023-AU  
Date de télétransmission : 25/08/2023  
Date de réception préfecture : 25/08/2023